RAPPORT

Octobre 2022

FERMES, ARMES ET AGRO-DIPLOMATIE ISRAÉLIENNE

Le ministre de l'Agriculture de la République démocratique du Congo, Jean Joseph Kasonga, avec une délégation de Vital Capital Investments, samedi 7 décembre 2019. Photo : Desk Eco

GRAIN

L'agriculture high-tech d'Israël jouit d'une solide réputation internationale. Ses entreprises offrent une gamme complète de produits, allant de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte perfectionnés jusqu'à des drones pulvérisateurs de pesticides. Mais l'agro-industrie israélienne s'est développée à partir d'une occupation militarisée et illégale des terres palestiniennes et, ces dernières années, sa croissance a été étroitement liée à la promotion de l'agenda diplomatique et économique d'Israël à l'étranger. Une grande partie de cette agro-diplomatie est menée par une poignée d'entreprises obscures dirigées par d'anciens officiers de la défense et des services secrets bénéficiant de relations politiques de haut niveau. Les sociétés qu'ils possèdent sont spécialisées dans des projets agricoles coûteux, structurés par des instruments financiers offshore, s'accompagnant de l'achat de technologies et de produits israéliens et, souvent, de liens avec des contrats d'armement. L'Afrique est une cible privilégiée, mais les projets agro-industriels israéliens se multiplient dans le monde entier, de la Colombie à l'Azerbaïdjan en passant par la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Peu de ces projets apportent des bénéfices tangibles aux communautés locales. Mais les conséquences, qui vont de l'accaparement des terres aux dettes, peuvent être graves et durables. Ce rapport lève le voile sur les activités à l'étranger de l'agro-industrie israélienne et examine les conséquences pour les populations locales ainsi que l'occupation illégale en cours des terres palestiniennes.

Nous sommes à la mi-mai 2022 et le ministre israélien de l'Agriculture, Oded Forer, tient une conférence de presse dans la région rurale du Haut-Karabakh en Azerbaïdjan, à quelques kilomètres seulement de la frontière avec l'Iran. Comme le souligne un communiqué de presse officiel israélien, c'est la première fois qu'un ministre israélien se rend à la frontière iranienne[1].

L'objectif déclaré de la mission de Forer est de rendre visite à un projet de développement agricole de plusieurs milliards de dollars que le gouvernement azerbaïdjanais construit dans des régions qu'il a récemment reprises à l'Arménie, en grande partie grâce aux armes et aux technologies militaires israéliennes, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm[2]. Les « villages intelligents » ou « Smart Villages », qui

donnent leur nom au projet, sont également construits avec des technologies israéliennes, mais dans ce cas, des technologies agricoles.

« Grâce aux relations stratégiques étroites entre l'Azerbaïdjan et Israël, le président [azerbaïdjanais] Aliyev a décidé qu'Israël serait le partenaire clé de l'Azerbaïdjan pour développer l'agriculture en Azerbaïdjan en général et dans le Haut-Karabakh en particulier », peut-on lire dans le communiqué de presse israélien . Même le concept de « villages intelligents » ou d'« agroparcs », comme on les appelle également, serait inspiré des *moshav* ou « fermes villageoises » d'Israël qui ont été créés dans les années 1950 et au début des années 1960, au début de la colonisation des terres palestiniennes[4].

Plusieurs entreprises agro-industrielles israéliennes font partie de la délégation de Forer. Il s'agit notamment de la société d'irrigation Netafim, du fabricant de pesticides ADAMA et de la société Afimilk d'équipements et de services pour le secteur laitier[5]. La principale intervention d'Israël dans le Haut-Karabakh consistera à concevoir et bâtir une grande ferme laitière, construite avec des équipements israéliens, mais Forer est également présent pour parler du développement de la production céréalière afin de permettre à l'Azerbaïdjan d'exporter du blé et d'autres céréales vers Israël .

L'Iran craint légitimement que les projets agricoles soient une couverture pour des activités militaires et de renseignement menées par Israël à sa frontière. La population azerbaïdjanaise s'inquiète également des informations selon lesquelles le projet de « villages intelligents » servirait à enrichir la famille et les proches de son président, Ilham Aliyev, figure notable des rapports relayés par l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) en matière de criminalité et de corruption[7]. Les projets sont censés favoriser la réinstallation des 600 000 Azerbaïdjanais·es déplacé·es à la suite de la guerre avec l'Arménie, mais, selon les enquêtes, jusqu'à présent, de vastes étendues de terre n'ont été distribuées qu'à des entreprises agro-industrielles liées à des hommes politiques haut placés et à des membres de la famille du président Aliyev . Le soutien agricole d'Israël à l'Azerbaïdjan pourrait profiter directement à cette élite.

L'agriculture est depuis longtemps au cœur des ambitions politiques d'Israël en Azerbaïdjan.

Ilham Aliyev, le président de l'Azerbaïdjan, s'entretient le 1er mai 2022 avec Oded Forer, le ministre israélien de l'Agriculture et du Développement rural. Photo : site web official du président de la République d'Azerbaïdjan

L'ensemble des accords bilatéraux que le président israélien de l'époque, Benyamin Netanyahou, a signés avec Ilham Aliyev en 2016 était axé sur l'agriculture[9]. La même année, la société israélienne TerraVerde Agriculture a été engagée pour construire de grandes serres et des infrastructures d'élevage de bétail pour une société azerbaïdjanaise appelée Aqua Garden LLC . Peu après, la société israélienne Green 2000 a été chargée de construire une ferme laitière, cette fois par la société Agri Biz Two FZE basée aux Émirats arabes unis[11].

TerraVerde et Green 2000 ont tous deux l'habitude d'opérer dans des pays qui sont d'importants acheteurs d'armes auprès d'Israël. Leurs activités ont démarré en Angola au début des années 2000, après la fin de la guerre civile. Les deux sociétés ont été engagées par des marchands d'armes israéliens qui avaient fourni des armes au camp vainqueur. Une fois la guerre terminée, les Israéliens se sont tournés vers d'autres secteurs d'activité, mettant en place des projets agricoles de plusieurs millions de dollars dans les régions de l'Angola ravagées par la guerre ; projets qui, comme en Azerbaïdjan, étaient vaguement inspirés des « fermes villageoises » israéliennes.

Les activités agricoles israéliennes en Angola ont généré peu d'avantages pour la population locale, mais elles ont cimenté les liens entre Israël et les élites politiques angolaises ultra-riches, et elles ont généré d'énormes sommes d'argent pour le groupe émergent de sociétés et d'hommes d'affaires israéliens spécialisés dans les projets agro-industriels à l'étranger (voir Annexe 1). Les projets angolais sont véritablement devenus un modèle pour d'autres entreprises israéliennes, et les acteurs à l'origine des opérations en Angola, ainsi que d'autres qui ont suivi leurs traces, sont maintenant au cœur des efforts d'Israël pour promouvoir son agro-industrie et faire avancer son agenda politique en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Depuis plus de dix ans, GRAIN suit les activités des entreprises agroalimentaires israéliennes à l'étranger. Notre inquiétude grandit quant au rôle joué par ces entreprises dans l'expansion de l'agriculture industrielle, en particulier en Afrique, et la façon dont leurs activités semblent liées à d'autres agendas politiques. Malgré leur présence croissante à l'international et l'attention portée sur le secteur de l'agriculture numérique en Israël, la plupart de ces entreprises restent relativement méconnues, même dans les pays où elles opèrent. Ce rapport vise à mieux comprendre qui sont ces entreprises et quels sont leurs impacts potentiels dans les lieux où elles sont actives.

Un complexe agro-militaire israélien

Les liens entre l'agro-industrie israélienne et son industrie militaire sont profondément enracinés. L'agriculture du pays est le produit de décennies d'occupation violente et militarisée des terres palestiniennes, et d'oppression du peuple palestinien par l'armée israélienne. Les entreprises agro-industrielles israéliennes ont été fortement influencées par ce contexte – et continuent d'en tirer profit *(voir encadré : Enracinés dans l'apartheid)*.

L'armée israélienne est également une source importante de personnel et de technologies pour les entreprises agro-industrielles israéliennes. Il serait difficile de trouver une seule entreprise israélienne, parmi les centaines de start-up de l'agritech qui existent aujourd'hui, qui n'ait pas un quelconque lien avec l'armée ou les services secrets israéliens.

Par exemple, la plateforme NetBeatTM de la société d'irrigation Netafim a été développée en collaboration avec une filiale de la société militaire publique israélienne Rafael Advanced Defence Systems. Le logiciel a été initialement développé pour le système de défense antimissile à courte portée Iron Dome d'Israël, qui a été utilisé lors des attaques militaires contre Gaza en 2014 . Netafim travaille aussi en partenariat avec ALTA et SeeTree, deux entreprises israéliennes fondées par des vétérans de la marine et d'anciens officiers du renseignement militaire qui développent des applications agricoles à partir de technologies militaires israéliennes, comme les drones et les capteurs *(plus d'informations sur Netafim à l'Annexe I)* .

Ce lien entre l'agro-industrie israélienne et son armée s'étend bien au-delà des frontières du pays. En Angola, en Azerbaïdjan et dans d'autres pays stratégiques en termes géopolitiques pour Israël dans le monde, on observe des recoupements importants entre la vente d'équipements militaires et de systèmes de sécurité israéliens et la vente de ses technologies agricoles.

L'Inde, par exemple, est devenue, sous la présidence de Narendra Modi, à la fois le principal destinataire d'armes d'Israël de 2017 à 2021 et une destination de choix pour plusieurs spécialistes de l'irrigation et agro-industriels israéliens .

L'émergence récente du Vietnam en tant qu'acheteur majeur d'armes et de technologies de surveillance israéliennes a coïncidé avec la création de plusieurs projets agricoles bilatéraux avec Israël . Parmi ces derniers figure notamment l'engagement d'Israël à investir 100 millions de dollars dans une mégaferme laitière qui est en train d'être construite avec les produits et services d'Afimilk *(voir Annexe I)*.

Toujours en Asie, les Philippines sont récemment devenues un important acheteur d'armes et de technologies de surveillance israéliennes sous l'administration de l'ancien président et homme fort, Rodrigo Duterte. Lors d'une visite officielle en Israël en 2018, Duterte a déclaré aux journalistes : « Mes ordres à mes militaires sont qu'en termes d'équipements militaires, en particulier pour la collecte de renseignements, il n'y a qu'un seul pays à qui nous devons les acheter. C'est l'ordre précis que je leur donne, et il s'agit d'Israël . » Peu après, le gouvernement de Duterte a signé un « accord de mise en œuvre » pour un prêt de 800 millions de dollars accordé par Israël en vue d'acheter des pompes d'irrigation et des pompes à engrais à énergie solaire à une société israélienne, LR Group[17]. Le projet est resté au point mort, car le ministère de l'Agriculture a eu du mal à justifier une dépense budgétaire aussi importante . Mais certaines voix au sein de la nouvelle administration du président Ferdinand Marcos Jr. insistent pour que le projet aille de l'avant et il semblerait que ce soit le cas, le gouvernement ayant d'ores et déjà signé de nouveaux accords bilatéraux d'investissement avec Israël dans le domaine de l'agriculture[19].

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, LR Group a pu mettre en œuvre plusieurs projets agricoles de grande envergure, financés par le gouvernement local et soutenus par des banques israéliennes et l'agence de crédit à l'exportation (Ashra)[20]. Là aussi, les projets de LR Group sont apparus après une visite en Israël du Premier ministre de l'époque, Peter O'Neill, en 2013, pour discuter de la vente d'équipements militaires . Des enquêtes ultérieures de PNG Blogs ont révélé que l'accord de O'Neill avec LR Group comprenait également la création d'une agence de renseignement privée et d'une force d'espionnage paramilitaire secrète, ainsi que l'achat de générateurs électriques israéliens[22]. Cette dernière opération a causé un scandale majeur en Papouasie-Nouvelle-Guinée et a conduit à l'arrestation de O'Neill pour corruption et détournement de fonds . O'Neill a été acquitté de ces accusations en octobre 2021.[24] LR Group n'a pas été inquiété dans cette affaire.

Des opérations similaires ont eu lieu sur le continent africain. Au Soudan du Sud, un ancien général de l'armée israélienne a été sanctionné par le Trésor américain en raison d'accusations selon lesquelles il se serait servi de la vente des projets agricoles au pays en 2015 comme couverture pour la vente d'armes. Des enquêtes plus poussées ont révélé que les projets agricoles étaient financés par un arrangement appuyé sur des ventes de pétrole à la société suisse de négoce de matières premières Trafigura . Les projets agricoles ont été réalisés par TerraVerde, l'une des entreprises israéliennes qui construit des fermes en Azerbaïdjan[26]. En 2020, les sanctions à l'encontre de l'ancien général ont été levées .

Dans le même temps, Green 2000, une autre entreprise agro-industrielle israélienne présente en Azerbaïdjan, construit actuellement quatre installations de grande taille (élevage de volaille, pisciculture et production sous serre) dans différentes régions de Côte d'Ivoire, dans le cadre d'un projet de 120 millions de dollars financé par la société israélienne Bluebird Finance & Projects et l'agence néerlandaise de crédit à l'exportation Atradius, toutes deux impliquées dans le financement de projets similaires . Depuis son arrivée au pouvoir en 2010, le président ivoirien Alassane Ouattara se tourne de plus en plus vers Israël pour obtenir des armes et des technologies de surveillance, avec l'aide de son conseiller et proche ami Hubert Haddad, homme d'affaires franco-israélien[29]. Parmi les entreprises israéliennes bénéficiant de cette relation figure le groupe Mitrelli, qui appartient à d'anciens fondateurs et dirigeants de LR Group . Dans le cadre d'un partenariat avec Mitrelli, Haddad a facilité la conclusion de plusieurs accords représentant plusieurs millions de dollars avec le gouvernement de Côte d'Ivoire, dont, plus récemment, un projet d'irrigation en riziculture sur 2 000 hectares[31].

Enracinés dans l'apartheid

Parmi les entreprises qui ont accompagné le ministre israélien de l'Agriculture en Azerbaïdjan en mai 2022, plusieurs ont été pointées du doigt par des organisations de défense des droits humains pour avoir directement profité de l'occupation illégale des terres palestiniennes par Israël .

La technologie d'irrigation au goutte-à-goutte de Netafim, par exemple, a été essentielle pour établir les colonies agricoles israéliennes en Cisjordanie et dans les zones du Golan syrien qu'Israël a illégalement saisies en 1967, au détriment de l'accès à l'eau pour la population palestinienne .

La croissance de l'agro-industrie israélienne est indissociable du système d'apartheid en vigueur dans le pays, qui s'accompagne non seulement de l'expropriation massive des communautés bédouines et familles paysannes palestiniennes de leurs terres, mais aussi de la destruction des systèmes alimentaires, de pêche

et d'agriculture traditionnels palestiniens, obligeant les producteurs et productrices alimentaires palestiniennes qui restent à dépendre des semences et produits agrochimiques israéliens importés. Les entreprises agro-industrielles opérant dans les colonies illégales bénéficient également d'incitations fiscales, de la main-d'œuvre bon marché fournie par les agriculteurs et agricultrices palestiniennes dépossédées, ainsi que de réglementations moins strictes en matière de pollution[34].

Les accords de paix d'Oslo ont ouvert la porte à davantage d'investissements étrangers et d'échanges commerciaux pour l'agro-industrie israélienne. Peu après, le gouvernement a signé de nombreux accords de libre-échange qui ont contribué à doubler ses exportations de produits agricoles, sylvicoles et de pêche, même si Israël reste un importateur net de denrées alimentaires[35]. Les investissements étrangers ont également augmenté. Plusieurs entreprises agro-industrielles israéliennes ont été rachetées et intégrées à de grandes sociétés mondiales (voir Tableau 1). D'autres ont obtenu des financements de banques et de sociétés financières israéliennes et étrangères, et certaines ont été restructurées dans des paradis fiscaux, comme les Pays-Bas . L'agro-industrie israélienne est rapidement devenue une partie intégrante du paysage mondial de l'agrobusiness, les entreprises israéliennes et leurs produits figurant désormais en bonne place en première ligne dans l'expansion de l'agriculture industrielle, comme les plantations de soja au Brésil ou les zones d'exportation de fruits et légumes de l'État mexicain de Guanajuato[37, 38].

Si Netafim est l'une des entreprises agro-industrielles les plus connues d'Israël et figure régulièrement dans les délégations du gouvernement israélien, elle est détenue par le groupe mexicain Orbia depuis 2018. Netafim réalise une grande partie de ses ventes par le biais d'une filiale basée aux Pays-Bas, ce qui lui donne un accès préférentiel à de nombreux marchés étrangers grâce aux accords commerciaux et aux traités d'investissement de l'UE. Grâce à ce système, l'entreprise peut accéder aux marchés d'Afrique qui ont des restrictions sur le commerce avec les entreprises israéliennes et obtenir des financements auprès d'agences publiques néerlandaises .

Drone à usage agricole. Photo : Agridrones Solutions Israel – Wikipedia Commons

Le projet Aldeia Nova de LR Group/Mitrelli Group en Angola.
Photo : Projeto Jovens Lúcidos em prol a defesa dos direitos da comunidade

Des agro-mercenaires

L'implication d'Israël à l'étranger dans le domaine de l'agriculture est souvent focalisée sur les « projets clés en main », suivant un modèle que les entreprises israéliennes ont d'abord développé en Angola. Dans le cadre d'un projet clés en main, une entreprise est chargée de concevoir, de financer, de développer et d'équiper une installation, telle qu'une exploitation avec des serres ou des bâtiments d'élevage, puis de la remettre au client une fois qu'elle est pleinement opérationnelle. De nombreuses entreprises israéliennes spécialisées dans ces projets, comme LR Group ou Mitrelli Group, sont détenues par des hommes politiques ou des officiers de l'armée et des services secrets israéliens (le Mossad), ou liées à l'un de ces milieux *(voir Annexe I)*[40].

Typiquement, un projet clés en main commence par des rencontres entre des représentants de l'entreprise israélienne et des hauts responsables politiques d'un pays riche en ressources naturelles. L'entreprise israélienne propose différents projets agricoles ambitieux de plusieurs millions de dollars qui seront équipés et construits avec les dernières technologies israéliennes et, généralement, l'entreprise propose de s'occuper de tout, de l'obtention de prêts pour construire les exploitations à la gestion du projet.

Si la composante « agriculture » est le visage public du projet, le véritable argument est le financement. Les projets proposés par LR Group et d'autres entreprises agro-industrielles israéliennes permettent souvent aux gouvernements qui ont des difficultés à obtenir des crédits par les canaux habituels d'utiliser des voies détournées. Par le biais de ce genre de projets agricoles, ces entreprises ont pu obtenir des centaines de millions de dollars de financement auprès de banques et d'agences de crédit à l'exportation européennes et israéliennes,

Le ministre de l'Agriculture de la République démocratique du Congo et un représentant de Vital Capital signent en 2019 un mémorandum d'accord pour le lancement de cinq zones agro-industrielles dans le pays, pour un coût de 150 millions de dollars. Photo : compte twitter officiel de la RDC

qui transitent ensuite dans certains cas par les filiales offshore de la société israélienne[41].

L'agence israélienne de crédit à l'exportation (Ashra) est régulièrement impliquée dans ces projets. En 2021, elle a soutenu des opérations pour une valeur de 2,8 milliards de dollars, tous secteurs confondus . Ses capacités financières dépassent de loin celles des agences israéliennes d'aide au développement[43]. Lorsqu'une société agro-industrielle israélienne propose un projet de grande envergure au gouvernement d'un pays du Sud, elle offre généralement en même temps un montage financier sous la forme d'un prêt accordé par des banques israéliennes à des taux d'intérêt faibles et assuré par l'Ashra . En cas de défaut de paiement, le gouvernement israélien paie la société, et le gouvernement du pays où le projet a eu lieu devient le débiteur.

De son côté, le gouvernement qui accueille le projet doit garantir les prêts, parfois en les adossant à la vente de ressources, comme le pétrole ou le gaz naturel. Et comme en Angola, il peut mettre à disposition des terres pour le projet, même si cela entraîne le déplacement des communautés locales. Une fois le projet approuvé, des entreprises et des consultants israéliens sont engagés pour s'occuper de la gestion, de la conception, des équipements et des intrants.

Nombre de ces projets sont censés s'inspirer du modèle des *moshav* ou « fermes villageoises », utilisées jadis pour intégrer les populations immigrées en Israël[45]. Dans les pays du Sud, ces projets sont généralement imposés d'en-haut, les communautés locales étant exclues de la prise de décision, et dépendent de l'importation de technologies israéliennes, comme les serres, l'irrigation et les semences hybrides. Comme en Angola, les villageois et villageoises qui participent sont plutôt une main-d'œuvre bon marché pour l'entreprise, et doivent payer celle-ci pour utiliser les

maisons, infrastructures, petites parcelles de terre et intrants qui leur sont fournis. Tout ce qui est produit va à l'entreprise, et en retour les villageois et villageoises reçoivent très peu, étant donné qu'il leur faut rembourser leurs dettes *(voir le cas d'Aldeia Nova à l'Annexe I)*.

Dans plusieurs cas, comme en République démocratique du Congo, les projets israéliens se sont effondrés une fois l'argent du prêt dépensé et les consultants israéliens partis. Bon nombre des projets que nous avons étudiés semblent non rentables ou inadaptés aux conditions locales et ne peuvent être maintenus sans de nouveaux apports de fonds. Entretemps, les gouvernements doivent toujours faire face aux dettes du projet qu'ils ont garanti, même s'il est difficile de déterminer comment les fonds ont été dépensés et même s'il existe des signes de possible corruption (voir le cas d'Aldeia Nova à l'Annexe I).

Le projet de LR Group au Suriname fournit un bon exemple du fonctionnement de ces projets. En 2014, LR Group a entamé des discussions avec des fonctionnaires du gouvernement du Suriname pour la construction d'une exploitation laitière à grande échelle et de « villages agricoles », dans la région de Phedra[46]. À l'époque, LR Group mettait également en œuvre un projet de logements étudiants au Suriname et aurait été en discussion avec l'équipe de sécurité nationale du Suriname pour la fourniture de technologies de renseignement et de sécurité[47].

Les deux parties ont conclu un premier accord en 2016 pour fournir 2 000 hectares de terres à une filiale de LR Group pour une plantation de cacao à Phedra, un projet qui ne s'est toujours pas concrétisé . Puis en 2018, elles ont conclu un deuxième accord pour le parc agro-industriel du Suriname, un projet de grande ampleur devant comprendre la construction d'une exploitation laitière de 500 vaches et d'une usine de transformation, d'une grande exploitation avicole et des cultures sur 600 ha dans les districts de Wanica et Saramacca[49]. Selon les documents divulgués au public en août 2019, LR Group serait payé pour mettre en œuvre le projet, mais tous les coûts seraient supportés par le gouvernement du Suriname, grâce à une ligne de crédit de 67 millions d'euros du Crédit suisse, mise en place par LR Group[50].

« C'est un projet de LR Group qui est mis en œuvre avec de l'argent du Suriname... Ce n'est pas un investissement, mais un prêt », a expliqué Winston Ramautarsing, président de l'Association des économistes du Suriname. « Le prêt est au nom du Suriname, mais l'argent va directement à LR Group. Le Suriname ne serait pas en mesure d'emprunter un tel montant par ses propres moyens. »

Selon le plan, le Suriname est censé rembourser le prêt grâce aux ventes d'œufs, de lait et d'autres aliments produits dans la ferme. Mais Ramautarsing affirme que le plan surestime le prix du marché pour ces produits, et qu'il n'existe pas de marchés suffisants pour absorber les volumes envisagés.

Ganeshkoemar Kandhai, président de la plus grande organisation d'agriculteurs et d'agricultrices du pays, doute également de la viabilité du plan. « Ils (LR Group) veulent produire à grande échelle, mais le marché n'est pas assez grand pour cela. Au début, il était question d'exporter vers les pays de la Caricom, mais nous n'en entendons plus parler », dit-il[51].

« L'argent des impôts versés par les agriculteurs et agricultrices est utilisé pour financer leur concurrence. Ces mêmes personnes qui nourrissent la population depuis des années dans des circonstances difficiles, quelles que soient les conditions météo », ajoute-t-il.

L'autre problème est qu'une grande partie du prêt initial du Crédit suisse semble avoir disparu. Interrogé au Parlement, le gouvernement du Suriname n'a pas été en mesure d'expliquer comment près des deux tiers du prêt initial de 67 millions d'euros du Crédit suisse ont été affectés. LR Group n'a pas répondu à nos questions sur le financement du projet.

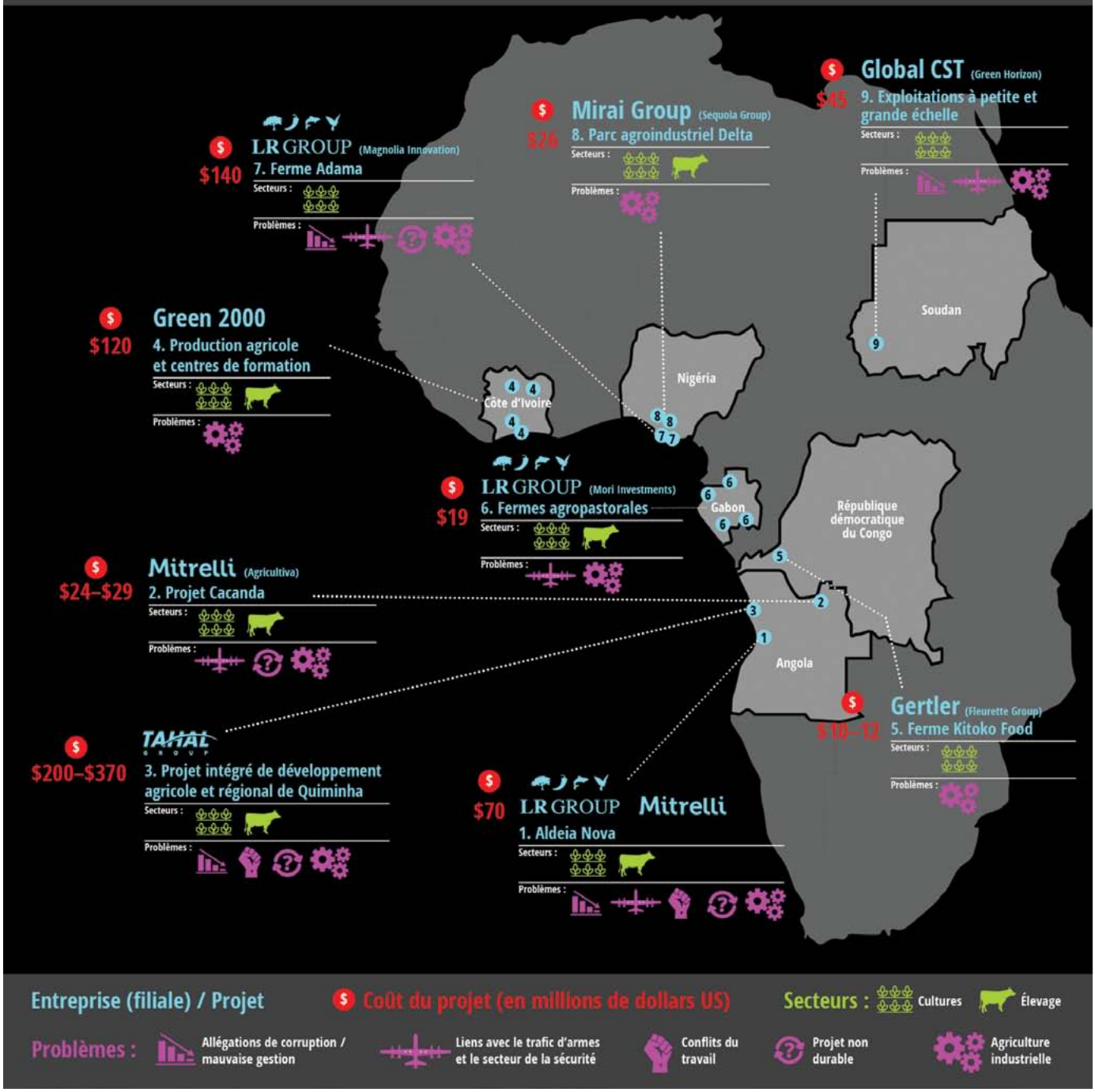
« Ce plan n'est pas conçu pour développer le secteur agricole. C'est un accord conclu dans les coulisses, les agriculteurs et agricultrices en activité n'ont même pas participé.», déclare Ramautarsing[52].

Le gouvernement actuel du Suriname, qui est arrivé au pouvoir en 2020, a promis de se retirer du projet, mais LR Group aurait refusé ne serait-ce que de modifier les modalités. Une partie du problème tient au fait que l'accord a été structuré sur la base d'une garantie de l'agence suédoise de commerce à l'exportation qui stipule que 30 % du contenu du projet doit être suédois. Dans le présent cas, LR Group s'est associé à des fournisseurs suédois pour fournir les technologies à l'exploitation, ce qui comprend l'importation de vaches gestantes de Suède au Suriname[53].

Le Suriname n'est pas un cas unique, LR Group et d'autres sociétés israéliennes ont développé des projets clés en main coûteux, mis en œuvre par des entrepreneurs israéliens dans de nombreuses régions du monde, et il est difficile de trouver les avantages pour les populations locales *(voir l'infographie)*.

LE CÔTÉ OBSCUR DES PROJETS « CLÉS EN MAIN » ISRAÉLIENS EN AFRIQUE

Exemples de projets agroindustriels mis en œuvre par des entreprises israéliennes (2003–2021)



De plus amples informations sur les cas mis en évidence ci-dessus sont disponibles ici, à l'anexxe II.

L'agrobusiness israélien en Colombie

La Colombie figure parmi les principaux marchés d'armement d'Israël en Amérique latine[54]. Sans surprise, la Colombie est également une destination majeure pour son agro-industrie. En 2013, le groupe israélien Merhav a signé un accord pour un projet d'éthanol de 300 millions de dollars, qui s'accompagnait de la construction d'une plantation de canne à sucre de 10 000 hectares dans la province de Magdalena. La Banco do Brazil et la Bank Hapoalim d'Israël devaient financer le projet. Cependant, la filiale de Merhav, Agrifuels Colombia, a été accusée d'avoir acheté 1 023 hectares illégalement, et le projet s'est effondré en 2016[55]. Des enquêtes ultérieures ont fait le lien entre le projet et le scandale de corruption « Lava Jato » au Brésil, à travers la participation de l'entreprise de construction brésilienne OAS .

Depuis 2014, LR Group poursuit le développement de plantations de cacao et d'une exploitation laitière avec l'aide de l'homme d'affaires colombien Luis Vicente Cavalli Papa, un ancien représentant de l'entreprise publique israélienne Isrex, qui a fourni des armes et des services d'irrigation à la Colombie dans les années 1990[57].

Juste après l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre les deux pays en 2020, une initiative visant à « stimuler les investissements et la productivité dans le secteur en plein essor des exportations agricoles d'Antioquia » a été lancée. Elle associait notamment LR Group et sa filiale Bean & Co. Managro, une autre entreprise israélienne installée en Colombie depuis 2014, possède 1 000 hectares, mais prévoit d'en acheter 3 700 supplémentaires pour la production d'avocats Hass, et a acquis récemment le colombien Pacific Fruits[58].

Une moisson toxique

Moayyad Bsharat travaille avec l'organisation agricole palestinienne, l'Union des comités de travail agricole (UAWC). Depuis des années, l'UAWC se bat pour aider les agriculteurs et agricultrices palestiniennes à rester sur leurs terres, notamment en Cisjordanie occupée où les colonies israéliennes s'étendent illégalement. En octobre 2021, le gouvernement israélien a qualifié l'UAWC et cinq autres organisations de la société civile palestinienne internationalement reconnues de groupes terroristes, une accusation qui a été condamnée par des organisations de défense des droits humains du monde entier[59].

Par le biais de son travail avec l'UAWC, Bsharat a documenté la façon dont l'occupation israélienne et le système d'apartheid poussent les agriculteurs et agricultrices

Descente des forces israéliennes dans les bureaux de l'UAWC, le 18 août.
Photo : compte twitter de l'UAWC

palestiniennes à utiliser des semences et des produits agrochimiques vendus par des entreprises israéliennes, détruisant ainsi leurs sols et leur biodiversité, et entraînant leur propre endettement et appauvrissement[60].

« J'ai utilisé des pesticides chimiques israéliens au cours des deux dernières années. La biodiversité de mon champ a été détruite, notamment les ruches et les insectes qui sont bons pour nos cultures. Je me suis rapidement endetté auprès des vendeurs. J'ai donc décidé d'adopter l'agroécologie », raconte Gh. N, l'un des jeunes petits agriculteurs palestiniens avec lesquels travaille Bsharat[61].

Conjointement avec les grandes entreprises transnationales de l'agrobusiness, les entreprises de l'agrobusiness israélien font assurément partie du modèle agro-industriel mondial qui est largement responsable de la crise climatique et alimentaire. La particularité ici, cependant, c'est que le soutien reçu de la part de l'État israélien et des opérateurs privés permet à ces entreprises d'opérer dans des pays où les grandes multinationales agro-industrielles sont peu présentes.

Enracinés dans l'apartheid, les géants de l'agrobusiness israélien, ainsi que la nouvelle génération de start-ups israéliennes spécialisées dans l'agriculture numérique, ne font pas seulement la promotion de ce modèle en Palestine, mais de plus en plus dans d'autres régions du monde.

Il est probable que peu de gens ont entendu parler de LR Group, de Mitrelli, d'Afimilk, ou de Green 2000. Pourtant, il s'agit d'acteurs clés dans les transactions agro-industrielles d'Israël à l'étranger. Ces entreprises sont profondément ancrées dans la stratégie de Tel Aviv, qui consiste à ouvrir des marchés aux entreprises agroalimentaires israéliennes et à nouer des liens avec les élites politiques des pays qui sont stratégiques pour l'agenda israélien en matière de sécurité. Ces entreprises semblent jouer un rôle important en protégeant Israël de la pression internationale concernant sa dépossession criminelle du peuple palestinien, et en étendant l'agriculture industrielle aux quatre coins du monde.

Il est donc essentiel de surveiller et de dénoncer les activités de l'agrobusiness israélien à l'étranger, non seulement pour protéger les intérêts des populations des pays où ces entreprises opèrent, mais aussi pour renforcer la solidarité avec la lutte du peuple palestinien contre l'apartheid, le colonialisme et l'occupation par Israël. Dans les deux cas, l'agrobusiness israélien est une menace envers la lutte pour la souveraineté alimentaire que mènent les organisations paysannes en Palestine et dans le monde entier.

Tableau 1. Principales sociétés israéliennes ayant des activités agro-industrielles dans les territoires occupés et dans les pays du Sud

Entreprises*	Exemples d'opérations dans les pays du Sud	Opérations dans les Territoires occupés palestiniens et syriens
Afimilk Produits laitiers[62] Propriété du Kibboutz Afikim - Agricultural Cooperative Society Ltd. (Israël, 45 %) et Fortissimo Capital Management Ltd. (Israël, 55 %).	Exploitations laitières à grande échelle au Vietnam, au Cambodge, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Chine.	Serait en train de construire et approvisionner des usines dans les colonies de Cisjordanie[63].
CBC Group (Coca-Cola Israël) Produits laitiers Propriété de la famille Wertheim (Israël)[64]	Rachat du géant laitier Clover en 2019. De graves conflits sociaux ont été rapportés.	Contrôle un centre de distribution régional dans la colonie industrielle d'Atarot à Jérusalem-Est[65]. Une de ses filiales, Tabot Winery, est installée dans le Golan syrien.
ADAMA Produits agrochimiques Propriété du groupe Syngenta (Chine, 78,5 %)[66]	Ventes d'herbicides, de fongicides et d'insecticides en Amérique latine, en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient et en Afrique[67].	Les herbicides et les pesticides fabriqués par l'entreprise ont été utilisés dans le cadre d'expériences agricoles en Cisjordanie et dans le Golan syrien. Partenariat avec une filiale d'Urban Aeronautics : technologie militaire pour la pulvérisation aérienne[68].

Entreprises*	Exemples d'opérations dans les pays du Sud	Opérations dans les Territoires occupés palestiniens et syriens
Haifa Chemicals Engrais et produits agrochimiques Propriété de : Trans Resource Inc. et TG Capital Corp. (États-Unis)	Vente d'engrais à destination des pays suivants : Mexique, Colombie, Équateur, Brésil, Afrique du Sud, Chine, Thaïlande[69].	Fournit des engrais et des services aux colonies de Cisjordanie et du Golan syrien[70].
ICL Engrais Propriété de : Israel Corporation (Israël, 45,6 %)[71]	Détient des usines d'engrais et de minéraux spéciaux en Chine, avec des filiales en Argentine, au Brésil, en Inde, au Kenya, en Malaisie, au Mexique, en Corée du Sud, en Thaïlande et en Uruguay.	L'entreprise approvisionnerait plusieurs colonies agricoles en Cisjordanie et participerait à des expériences agricoles dans les colonies du Golan syrien et de la vallée du Jourdain[72].
Netafim Irrigation Propriété d'Orbia Advance Corporation (Mexique, 80 %), Kibboutz Hatzerim (Israël, 20 %).	Fournit des systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte pour la monoculture et les serres à grande échelle en Amérique latine, en Afrique et en Asie.	Fournit aux colonies de Cisjordanie et du Golan syrien des produits et services de micro-irrigation et a également participé à des expériences agricoles dans ces territoires occupés. Partenariat visant à adapter la technologie militaire israélienne utilisée lors d'attaques à Gaza et dans le Golan syrien, à un usage agricole civil[73].
Rivulis[74] Irrigation Propriété du ministère des Finances de Singapour, via Temasek Holdings (Chine, 85 %).		Fournit des équipements d'irrigation aux colonies agricoles de Cisjordanie et du Golan syrien[75].
Hazera Semences Propriété de : Groupe Limagrain Holding SA (France)	Vente de semences hybrides en Amérique latine, en Afrique et en Asie par le biais de filiales en Chine, au Mexique et en Afrique du Sud.	Le contrôle israélien des frontières fait partie d'un processus visant à pousser les agriculteurs et agricultrices palestiniennes à utiliser les semences commerciales vendues par l'entreprise, associées à un ensemble de produits agrochimiques. Ce modèle est non seulement non durable, mais contribue à la contamination des sols et de l'eau et à la perte de biodiversité[76].
Tahal Infrastructures hydrauliques[77] Propriété de : Kardan N.V. (Pays-Bas - Israël)	Projets d'irrigation à grande échelle en Angola, au Botswana, en Éthiopie, au Kazakhstan, en Zambie.	À plusieurs reprises au cours des dernières années, l'entreprise a été chargée de construire des infrastructures hydrauliques dans les territoires palestiniens occupés.[78]

Sources des données : Capital IQ, Preqin, Panjiva et les sites web des entreprises [consultés le : 1er juillet 2022].

**Cliquez ici pour lire des exemples sur les opérations d'Afimilk, LR Group, Netafim et Tahal dans les pays du Sud (Voir Annexe I).*

Note : GRAIN a écrit à Kardan N.V., LR Group et Mitrelli Group pour leur poser des questions sur les activités auxquelles ils participent et qui sont mentionnées dans le présent rapport. Cependant, aucune de ces entreprises n'a répondu à nos questions.

Notes

1. « The most senior Israeli official so far to reach so close to the Iranian border », Bureau du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, service Communication, médias et relations publiques, gouvernement israélien, 19 mai 2022, https://www.gov.il/en/departments/news/visit_ministerneariran [consulté le : 29 août 2022].
2. SIPRI, « Arms transfers to conflict zones: The case of Nagorno-Karabakh », 30 avril 2021, https://www.sipri.org/commentary/topical-backgrounder/2021/arms-transfers-conflict-zones-case-nagorno-karabakh [consulté le : 29 août 2022].
3. « The most senior Israeli official so far to reach so close to the Iranian border », Bureau du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, service Communication, médias et relations publiques, gouvernement israélien, 19 mai 2022, https://www.gov.il/en/departments/news/visit_ministerneariran [consulté le : 29 août 2022].
4. Voir : https://www.jethro-g.com/en/smart_village [consulté le : 29 août 2022].
5. « The Minister of Agriculture, Oded Forer, departed this morning for a visit to Azerbaijan to promote the bilateral relations and maximize the trading potential for Israeli agro-tech companies internationally », Bureau du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, service Communication, médias et relations publiques, gouvernement israélien, 16 mai 2022, https://www.gov.il/en/departments/news/azerbaijan_visit [consulté le : 29 août 2022].
6. « "YNET" nəşri: Bütövlükdə Azərbaycanda, o cümlədən Qarabağda kənd təsərrüfatının inkişafında İsrail Azərbaycanın əsas tərəfdaşlarından biri olacaq" », Azertag, 22 mai 2022, https://azertag-az.translate.goog/xeber/YNET_nesri_Butovlukde_Azerbaycanda_o_cumleden_Qarabagda_kend_teserrufatinin_inkisafinda_Israil_Azerbaycanin_esas_terefdaslarindan_biri_olacaq-2143331?_x_tr_sl=az&_x_tr_tl=en&_x_tr_hl=en&_x_tr_pto=sc ; « Minister of Agriculture of Israel: We are ready to buy wheat from Azerbaïdjan », Rapport Informasiya Agentliyi, 19 mai 2022, https://report-az.translate.goog/xarici-siyaset/israilin-kend-teserrufati-naziri-azerbaycandan-bugda-almaga-hazir-iriq-musahibe/?_x_tr_sl=az&_x_tr_tl=en&_x_tr_hl=en&_x_tr_pto=sc [consulté le : 29 août 2022].
7. Pour plus d'informations sur les cas de corruption impliquant le président azéri, voir : https://www.icij.org/investigations/panama-papers/20160404-azerbaijan-hidden-wealth/ et https://www.occrp.org/en/poy/2012/ [consulté le : 29 août 2022].
8. Heydar Isayev, « Farmland in Karabakh being given to powerful Azerbaijanis - report », Eurasianet, 28 juin 2022, https://eurasianet.org/farmland-in-karabakh-being-given-to-powerful-azerbaijanis-report [consulté le : 29 août 2022].
9. Hillel Maeir, « Israel, Azerbaijan sign batch of economic agreements », Ynetnews, 13 décembre 2016, https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4892703,00.html [consulté le : 29 août 2022].
10. Voir la liste de projets agricoles sur le site web de TerraVerde : https://terraverde-ag.com Il faut noter que le projet d'élevage bovin se situe dans le district de Shamakhi, où deux entreprises proches du président azéri, Azersun et Agro Dairy, ont récemment créé des fermes d'élevage bovin dans le cadre du programme d'agroparcs du gouvernement (voir : https://terraverde-ag.com/projects/cattle-integration-azerbaijan/, https://eurasianet.org/farmland-in-karabakh-being-given-to-powerful-azerbaijanis-report , et https://www.azernews.az/nation/178176.html) [consulté le : 13 octobre 2022].
11. Voir : https://green-ltd.com/wp-content/uploads/2022/04/Green2000-Projects.pdf [consulté le : 29 août 2022].
12. Who Profits, « Agribusiness as Usual Agricultural Technology and the Israeli Occupation », janvier 2020, https://www.whoprofits.org/report/agribusiness-as-usual/ [consulté le : 29 août 2022].
13. Voir : https://alta.team/en/ ; https://tinyurl.com/3pzbbu2j; https://www.facebook.com/AltaInnovationLTD/posts/pfbid02b1mxrYgYt2cBkbKLJdhyzdLDC435Uz26GHYCHk9qt2GZP1XL6Uyxa5L37F2bViSql;
; « Israelis launch first-ever intelligence network for trees », Israel 21c, mars 2019, https://www.israel21c.org/israelis-launch-first-ever-intelligence-network-for-trees/ ; America Economía, « Orbia realiza su primera inversión en capital de riesgo en startup de Agritech », 26 novembre 2020, https://www.americaeconomia.com/articulos/orbia-realiza-su-primera-inversion-en-capital-de-riesgo-en-startup-de-agritech ; et https://uavcoach.com/seetrees/ [consulté le : 29 août 2022].
14. Voir : Pieter Wezeman, Alexandra Kuimova et Siemon Wezena, « Trends in international arms transfers, 2021 », SIPRI Fact Sheet, mars 2022, https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-03/fs_2203_at_2021.pdf ; et https://www.indembassyisrael.gov.in/pages?id=nel5a&subid=7ax9b [consulté le : 29 août 2022].
15. Israël était également un fournisseur clé en 2016, lorsque le Vietnam est devenu le 8ème plus grand importateur d'armes et modernisait son armée (https://thediplomat.com/2016/10/vietnams-military-modernization/). En 2021, d'après une enquête menée par l'avocat Eitay Mack, les technologies d'analyse « inforensique » de l'Israélien Cellebrite, dont les ventes ont été directement supervisées par le directeur général du ministère de la Défense, Amir Eshel, ont été utilisées par le gouvernement vietnamien pour persécuter des blogueurs, des journalistes et des minorités religieuses et ethniques (https://www.haaretz.com/israel-news/tech-news/.premium-what-vietnam-is-doing-with-israel-s-phone-hacking-tech-1.10003831). Le magnat vietnamien Nguyen Thi Thanh Nhan, directeur général du groupe AIC, qui serait un intermédiaire clé dans les contrats d'armement entre Israël et le Vietnam, est lié à des affaires de fraude et d'abus de confiance (Yossi Melman, « Israel-Vietnam Arms Deals at Risk After Arrest Warrant Against Key Middlewoman », Haaretz, 1er mai

2022 https://www.haaretz.com/israel-news/.premium.HIGHLIGHT-israel-vietnam-arms-deals-at-risk-after-arrest-warrant-against-key-middlewoman-1.10772845) [consulté le : 29 août 2022].

16. JC Gotinga, « Israel 'tries to hide' arms sales to the Philippines – report », Rappler, octobre 2019, https://www.rappler.com/nation/243082-report-says-israel-hide-arms-sales-philippines/ ; « Israel engages in PHL agriculture, defense », Business Mirror, juillet 2019, https://businessmirror.com.ph/2019/07/18/israel-engages-in-phl-agriculture-defense/ [consulté le : 29 août 2022].

17. « NIA Continues Partnership with LR Group for Solar Powered Irrigation Projects », NIA, février 2021, https://www.nia.gov.ph/?q=content/nia-continues-partnership-lr-group-solar-powered-irrigation-projects [consulté le : 29 août 2022].

18. Madelaine Miraflor, « No irrigation deal yet with Israeli firm – NIA », Manila Bulletin, mars 2021, https://mb.com.ph/2021/03/01/no-irrigation-deal-yet-with-israeli-firm-nia/ [consulté le : 29 août 2022].

19. Voir : Zachy Hennessey, « Israel and Philippines sign business agreement », Jerusalem Post, 7 juin 2022, https://www.jpost.com/business-and-innovation/all-news/article-708763 ; « Philippines, Israel enter into a Joint Economic Cooperation to strengthen trade and economic ties », Ministère du commerce et de l'industrie des Philippines, 9 juin 2022, https://www.dti.gov.ph/news/ph-israel-enter-into-joint-economic-cooperation/ ; Catherine Talavera, « Philippines eyes $150 million Israel investments », Philippines Star, juin 2022, https://www.philstar.com/business/2022/06/10/2187304/philippines-eyes-150-million-israel-investments. Le principal promoteur de l'accord était l'ancien secrétaire à l'Agriculture, Emmanuel Piñol (voir : https://mannypinol.com/advocacy/new-neda-secgen-israel-offer-of-p40-b-loan-for-solar-irrigation-in-limbo/) et il a récemment été nommé conseiller en matière de sécurité alimentaire auprès du nouveau conseiller à la sécurité nationale (voir : https://www.gmanetwork.com/news/topstories/nation/835796/pinol-to-serve-as-food-security-adviser-to-incoming-nsa-clarita-carlos/story/) [consulté le : 29 août 2022]..

20. Irit Avissar, « Leumi to finance Papua New Guinea dairy farm », Globes, septembre 2016, https://en.globes.co.il/en/article-leumi-to-finance-papua-new-guinea-dairy-farm-1001150945 [consulté le : 29 août 2022].

21. « O'Neil visits Israeli defence », PNG Facts, octobre 2013, https://www.pngfacts.com/news/oneil-visit-israel-defence [consulté le : 29 août 2022].

22. « Private Security Intelligence Agency created by Peter O'Neill and LR Group to ensure O'Neill remains in power after 2017 », PNG Blogs, mai 2016, https://www.pngblogs.com/2016/05/pngblogs-exclusive-private-security.html [consulté le : 29 août 2022].

23. « Former PNG PM O'Neill to stand trial over Israeli generators purchase », Asia Pacific Report, décembre 2020, https://asiapacificreport.nz/2020/12/02/former-png-pm-oneill-to-stand-trial-over-israeli-generators-purchase/ [consulté le : 29 août 2022].

24. Voir : « Court acquits O'Neill », Post Courrier, 15 octobre 2021, https://postcourier.com.pg/court-acquits-oneill/ ; Pita Ligaiula, « Former PNG PM acquitted on abuse of office charge », Pacific News Service, 15 octobre 2021, https://pina.com.fj/2021/10/15/former-png-pm-acquitted-on-abuse-of-office-charge/ [consulté le : 6 octobre 2022].

25. Le général israélien était Israel Ziv et l'entreprise dont il était propriétaire s'appelait Global CST (voir : David Mono Danga, « Green Horizon to increase production after US Lift ban on CEO », The Insider, 29 mars 2020, https://www.theinsider-ss.com/green-horizon-to-increase-production-after-us-lift-ban-on-ceo/). En 2014, il a été signalé que Global CST appartenait au groupe Mikal, une entreprise de défense privée israélienne (voir : https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-14952565). Pour plus d'informations sur ce projet, voir : OCCRP, « Sprouting weapons of war », 17 juillet 2019, https://www.occrp.org/en/investigations/sprouting-weapons-of-war [consulté le : 29 août 2022].

26. Voir : https://terraverde-ag.com/projects/agricultural-development-south-sudan/ [consulté le : 29 août 2022].

27. Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Trésor américain, « Notice of OFAC Sanctions Actions », 3 juin 2020, https://www.federalregister.gov/documents/2020/03/06/2020-04402/notice-of-ofac-sanctions-actions [consulté le : 6 octobre 2022].

28. Voir : John Basquill, « Côte d'Ivoire agriculture project secures Atradius-backed financing », GTR, 2 septembre 2020, https://www.gtreview.com/news/africa/cote-divoire-agriculture-scheme-secures-atradius-backed-financing ; Atradius, « Annual review 2020 », 2020, https://atradiusdutchstatebusiness.nl/en/documents/atradius_jaaroverzicht_2020_en.pdf ; et Guido Minnaert, « Green 2000, exporting rural projects to Ivory Coast », Atradius News (n.d.), https://atradiusdutchstatebusiness.nl/en/news/green-2000,-exporting-rural-projects-to-ivory-coast.html. Van der Hoeven fait état d'un projet conjoint avec Green 2000 en Ukraine en 2012. Bluebird Finance, Israel Discount Bank et Green 2000 ont été impliqués dans un projet clés en main similaire en 2019 en Zambie, d'un coût de 47 millions de dollars, soutenu par les agences de crédit à l'exportation israélienne et néerlandaise. Le projet devait être achevé avant 2021 (Sanne Wass, « Financing closes for large Zambian agriculture project », GTR, 8 janvier 2019, https://www.gtreview.com/news/africa/financing-closes-for-large-zambian-agriculture-project/) [consulté le : 29 août 2022].

29. Mathieu Olivier, « How Israel made Côte d'Ivoire a promised land », The Africa Report, octobre 2021, https://www.theafricareport.com/141329/how-israel-made-cote-divoire-a-promised-land/. Voir également : « How Israel's defence and intelligence industries are making inroads across Africa », Global Sentinel, 5 février 2022, https://globalsentinelng.com/how-israels-defence-and-intelligence-industries-are-making-inroads-across-the-continent/ [consulté le : 29 août 2022].

30. Efrat Neuman, « Behind Big Bucks in Africa: Lawsuit Sheds Light on Cracks in Israeli Business Venture », Haaretz, novembre 2019, https://www.haaretz.com/israel-news/2019-11-19/ty-article/.premium/behind-big-israeli-bucks-in-africa-lawsuit-sheds-light-on-complicated-business/0000017f-e348-d7b2-a77f-e34f6c4e0000 [consulté le : 29 août 2022].
31. Voir : Efrat Neuman, « Behind Big Bucks in Africa: Lawsuit Sheds Light on Cracks in Israeli Business Venture », Haaretz, novembre 2019, https://www.haaretz.com/israel-news/2019-11-19/ty-article/.premium/behind-big-israeli-bucks-in-africa-lawsuit-sheds-light-on-complicated-business/0000017f-e348-d7b2-a77f-e34f6c4e0000 ; et « Un groupe israélien s'engage pour la vulgarisation de la riziculture en Côte d'Ivoire », FAAPA, février 2021, http://www.faapa.info/blog/un-groupe-israelien-sengage-pour-la-vulgarisation-de-la-riziculture-en-cote-divoire/ [consulté le : 29 août 2022].
32. Barak Ravid, « UN Sent Warning Letter to 150 Companies for Doing Business in Israeli Settlements », Haaretz, 28 septembre 2017, https://www.haaretz.com/israel-news/un-warned-150-companies-for-doing-business-in-settlements-1.5453996 ; Who Profits, « Agribusiness as Usual Agricultural Technology and the Israeli Occupation », janvier 2020, https://www.whoprofits.org/report/agribusiness-as-usual/ et https://www.whoprofits.org/industry/agriculture-forestry-fishing-hunting/ [consulté le : 29 août 2022].
33. Who Profits, « Netafim: from facilitator of occupation to global leader in sustainable agriculture », mars 2020,https://www.whoprofits.org/updates/netafim-from-facilitator-of-occupation-to-global-leader-in-sustainable-agriculture/. Alors que les colonies ne font face à aucune restriction ni pénurie d'eau et profitent de terres agricoles bien irriguées, les permis de construire de nouveaux puits pour la population palestinienne sont constamment refusés et leurs citernes de collecte d'eau de pluie sont souvent détruites par l'armée israélienne (voir : MA'AN Development Center, « Farming the forbidden lands. Israeli Land and resource annexation in Area C », 2014, https://www.maan-ctr.org//files/server/Publications/FactSheets/FFL.pdf ; Amnesty International, « The occupation of water », 29 novembre 2017, https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2017/11/the-occupation-of-water/ ; et « Al-Haq, on World Water Day, says Israel's 'water-apartheid' denies Palestinians' rights to adequate water », Wafa News Agency, 23 mars 2022, https://english.wafa.ps/Pages/Details/128528) [consulté le : 29 août 2022].
34. Voir : PENGON, « Targeted environment: the effects of Israeli occupation on the Palestinian environment », 2021, http://www.pengon.org/uploads/Targeted%20Environment.pdf ; et Johanna Schreiner, « Three forms of land grabbing in Palestine », Visioncarto, 10 septembre 2020, https://visionscarto.net/land-grabbing-in-palestine [consulté le : 29 août 2022].
35. D'importants accords de libre-échange ont été signés avec l'Union européenne (1995), le Canada (1997), la Turquie (1997) et le Mexique (1999). Les ventes de technologies agricoles et de technologies de gestion de l'eau ont été multipliées par 1,5 au cours de la dernière décennie, et évaluées à 6 milliards de dollars en 2018. Les principaux secteurs sont : les engrais, les produits chimiques, l'irrigation, les équipements et le matériel pour l'agriculture, les semences et l'élevage laitier et avicole. L'Union européenne est le premier marché, suivi de l'Asie et de l'Amérique du Sud (voir : Israel Export Institute, « Agro and water technology. 2018 Annual report », 2019, https://www.export.gov.il/api//Media/ExportInstitueEnglish/Services/Economic%20Unit/Agro_and_Water_Technology_2018_review.pdf ; « Israeli economy: past, present, future », mai 2021, https://www.export.gov.il/en/economicsisraeleconomy ; et Central Bureau of Statistics, « National accounts 1995 – 2020 », 2022, https://www.cbs.gov.il/he/publications/doclib/2022/1859/t10.pdf) [consulté le : 29 août 2022].
36. Au moins dix des onze banques commerciales israéliennes figurent sur la liste des Nations Unies des entreprises opérant dans les territoires occupés ou sont signalées dans la base de données Who Profits comme soutenant les colonies (voir : https://digitallibrary.un.org/record/3872338?ln=es ; et https://www.whoprofits.org/flash-report/financing-the-israeli-occupation-the-current-involvement-of-israeli-banks-in-israeli-settlement-activity/) [consulté le : 29 août 2022]. Ces banques soutiennent aussi activement l'expansion de l'agro-industrie israélienne dans les pays du Sud, en accordant des prêts ou en agissant comme intermédiaires pour garantir le soutien des banques étrangères et des agences de crédit à l'exportation. Des fonds privés israéliens liés à des groupes financiers et d'assurance alimentent également ces sociétés. Par exemple, Migdal Mutual Funds possède 5 % des actions d'ICL, FIMI a été propriétaire de Rivulis avant de la vendre à Temasek, et a investi dans Tahal. Tene Investment Funds a investi dans Netafim et possède actuellement Gadot Agro Ltd. (anciennement Merhav Agro). Des sociétés de capital-risque telles que Mindset Ventures ou Finistere Ventures figurent également parmi ceux qui investissent dans des start-ups agrotechnologiques (sources : bases de données de Preqin et Capital IQ) [consulté le : 1er juin 2022].
37. Le Brésil est devenu la principale destination des exportations d'ADAMA au cours des deux dernières années. La société israélienne fabrique des produits agrochimiques dans les États du Paraná (Londrina) et du Rio Grande do Sul (Taquari), champions de la production de soja. Elle vend des drones et des applications pour détecter l'infestation par les mauvaises herbes, pour lesquelles elle fournit une large gamme de produits agrochimiques comme le glyphosate (voir : https://www.adama.com/brasil/pt/servicos-agtech). De plus amples informations sur les impacts de la monoculture du soja dans ces régions peuvent être consultées ici : https://www.biodiversidadla.org/Atlas [consulté le : 29 août 2022].
38. Rivulis exerce ses activités depuis la fin des années 1990 dans l'État mexicain de Guanajuato, où elle a installé récemment la plus grande usine d'irrigation au goutte-à-goutte du continent. Cette région est l'un des pôles agro-industriels exportateurs les plus destructeurs du pays, comme l'a documenté la caravane sur les impacts sociaux et environnementaux du libre-échange et des entreprises

transnationales en 2021 (voir : https://www.stopcorporateimpunity.org/new-report-on-industrial-paradises-and-environmental-hells-for-peoples-in-mexico/) [consulté le : 29 août 2022].

39. Voir : « Water in agriculture in three Maghreb countries. Status of water resources and opportunities in Algeria, Morocco and Tunisia », 2021, https://prod5.assets-cdn.io/event/6099/assets/8383926062-5847dd91d1.pdf [consulté le : 29 août 2022]. En 2020, Revaho, filiale néerlandaise de Netafim, a bénéficié du soutien de l'agence néerlandaise de crédit à l'exportation Atradius pour le projet en Côte d'Ivoire construit par Green 2000 mentionné ci-dessus.

40. Selon l'Institut français des relations internationales (Ifri), le rôle du Mossad en Afrique a été essentiel pour faciliter les opérations des hommes d'affaires israéliens sur le continent, mais aussi pour participer directement à la sécurité des dirigeants africains et former les services de sécurité locaux. « Il [le Mossad] crée des passerelles entre les anciens agents qui travaillent dans le secteur privé et l'État israélien, ce qui facilite grandement le transfert d'informations » (Benjamin Augé, « Relations Israël-Afrique. Que retenir de la décennie Netanyahou ? », Études de l'Ifri, novembre 2020, p. 14, https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/relations-israel-afrique-retenir-de-decennie-netanyahou) [consulté le : 29 août 2022].

41. C'est le cas, par exemple, du projet de Bluebird Finance & Projects proposé au gouvernement zambien (voir : https://www.gtreview.com/news/africa/financing-closes-for-large-zambian-agriculture-project/). Voir également : « Luminar, the tiny bank which lends to presidents... but only if they sign contracts with Mitrelli » Africa Intelligence, juillet 2020, https://www.africaintelligence.com/southern-africa-and-islands/2020/07/08/luminar-the-tiny-bank-which-lends-to-presidentsbut-only-if-they-sign-contracts-with-mitrelli,109243081-art [consulté le : 29 août 2022].

42. « Ashra secured $ 2.8 billion worth of exports a year », Time News, 23 janvier 2022, https://time.news/ashra-secured-2-8-billion-worth-of-exports-a-year/. En 2018, le budget d'Ashra pour les opérations dans les pays africains s'est élevé à 1,4 milliard de dollars (voir : Eytan Halon, « Israeli businesses, exporters encouraged to expand Africa operations », The Jerusalem Post, 17 octobre 2018, https://www.jpost.com/israel-news/israeli-businesses-exporters-encouraged-to-expand-africa-operations-569631) [consulté le : 29 août 2022].

43. Dans les pays du Sud, la coopération internationale, par le biais d'organismes tels que l'Agence de coopération internationale pour le développement (Mashav) et le Centre pour le commerce extérieur et la coopération internationale (CFTIC) du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, promeut activement l'agrobusiness israélien (voir : https://www.gov.il/BlobFolder/generalpage/cftic_brochure/en/CFTIC_CFTIC%20short.pdf). Plusieurs ONG israéliennes deviennent également influentes dans la promotion des technologies agricoles israéliennes dans les pays du Sud, comme Innovation Africa, IsraAID, ou la branche israélienne de la Société pour le développement international (SID) [consulté le : 13 octobre 2022].

44. « "I call on Israeli exporters who want to enter new and challenging markets to come and use our services" - Walla! Of money », The Limited Times, 19 septembre 2021, https://newsrnd.com/business/2021-09-19-%22i-call-on-israeli-exporters-who-want-to-enter-new-and-challenging-markets-to-come-and-use-our-services%22---walla!-of-money.SyMGSKr4QF.html [consulté le : 29 août 2022].

45. En réalité, les projets mis en place à l'étranger ne s'inspirent pas de ce mythe de l'agriculture collective, mais imitent plutôt la réalité israélienne d'une agriculture basée sur l'agro-industrie à forte intensité de capital, qui promeut un projet colonial dans lequel les colons chassent les agriculteurs et agricultrices palestiniennes de leurs terres.

46. Le plan a été proposé pour la première fois en 2014 par l'homme d'affaires israélien Joseph Haim Harrosh, qui travaillait jusqu'alors avec Tahal. Il a rapidement associé LR Group au projet, dont il a ensuite commencé à être le représentant au Suriname.

47. « Israeli Suriname Technology & Investment Conference Report », Caribbean Israel Leadership Coalition, novembre 2017, https://www.caribbeanisraelcoalition.org/post/israeli-suriname-technology-investment-conference-report [consulté le : 29 août 2022].

48. L'échec du projet de production de cacao est mentionné dans un article de février 2022 du magazine surinamais Parbode, qui émet également des doutes quant au montage financier arrangé par LR Group et structuré par l'intermédiaire de la Discount Bank israélienne pour le projet de logements étudiants (voir : « Besluiteloosheid over studentenflats komt Suriname duur te staan – Parbode Sneak Peek », février 2022, https://www.parbode.com/besluiteloosheid-over-studentenflats-komt-suriname-duur-te-staan-parbode-sneak-peek/) [consulté le : 29 août 2022].

49. Les informations suivantes proviennent principalement d'un rapport d'enquête du magazine surinamais Parbode. Le rapport complet se trouve dans leur édition de février 2020, dont un résumé est disponible en ligne. Voir : « LR Group in Suriname: Wie runt de show? », Parbode, février 2020, https://www.parbode.com/lr-group-in-suriname-wie-runt-de-show-parbode-sneak-peek/ [consulté le : 13 octobre 2022].

50. Voir : « LR Group in Suriname: Wie runt de show? », Parbode, février 2020, https://www.parbode.com/lr-group-in-suriname-wie-runt-de-show-parbode-sneak-peek/ [consulté le : 13 octobre 2022].

51. Voir : « LR Group in Suriname: Wie runt de show? », Parbode, février 2020, https://www.parbode.com/lr-group-in-suriname-wie-runt-de-show-parbode-sneak-peek/ [consulté le : 13 octobre 2022].

52. Voir : « LR Group in Suriname: Wie runt de show? », Parbode, février 2020, https://www.parbode.com/lr-group-in-suriname-wie-runt-de-show-parbode-sneak-peek/ [consulté le : 13 octobre 2022].

53. Voir : https://www.ekn.se/en/magazine/business-models/epc/ [consulté le : 13 octobre 2022].
54. Le site web « Embargo militar a Israel » documente le commerce d'armes israélien en Colombie et dans d'autres pays d'Amérique latine (https://embargomilitaraisrael.org/index.php/militarismo-israeli-en-america-latina/militarismo-israeli-en-tu-pais/colombia/). Vous trouverez plus de détails sur le commerce d'armes entre les deux pays dans la base de données du SIPRI sur les transferts d'armes (voir : https://www.sipri.org/databases/armstransfers) [consulté le : 29 août 2022].
55. Voir : https://www.infopiniones.com/colombia/bogota/agrifuels-de-colombia-s-a-s-en-liquidacion/ ; et GRAIN, « Annexe 1. Transactions foncières en 2016 », juin 2016, https://grain.org/e/5508 [consulté le : 29 août 2022].
56. Voir : « Vea por qué aparece el nombre de Colombia en el escándalo de corrupción de Petrobras », 12 janvier 2015, https://ajidemani.wordpress.com/2015/01/ ; et Pedro Cifuentes, « El 'caso Petrobras' salpica a obras hechas en Latinoamérica », El País, 12 décembre 2014, https://elpais.com/internacional/2014/12/12/actualidad/1418340985_541579.html. En 2017, le PDG de Merhav, Jose Maiman, a admis avoir participé aux versements de pots-de-vin à l'ancien président du Pérou Alejandro Toledo de la part d'Odebrecht et de Camargo Correa (voir : « Las claves del caso Ecoteva, tras aprobarse segundo pedido de extradición para Alejandro Toledo », Gestión Perú, 22 avril 2021, https://gestion.pe/peru/politica/alejandro-toledo-conoce-las-claves-del-caso-ecoteva-tras-aprobarse-segundo-pedido-de-extradicion-eliane-karp-caso-odebrecht-nndc-noticia/). Selon les Panama Papers, le PDG et le vice-président de Merhav, Jose Maiman et Sabi Saylan, étaient également liés à cinq sociétés offshore, et tous deux étaient des intermédiaires dans les pots-de-vin présumés versés à Toledo par Odebrecht et Camargo Correa (Voir : https://offshoreleaks.icij.org/nodes/10009636 ; Jonathan Castro et Ernesto Cabral, « Operadores de Toledo manejaban red offshore con Mossack Fonseca », OjoPúblico, 6 février 2017, https://panamapapers.ojo-publico.com/articulo/operadores-de-Toledo-tenian-red-de-offshore-operadas-por-Mossack-Fonseca/ [consulté le : 29 août 2022].
57. Fujo Asha, « Asot Michael meets with Mr. Luis Vicente Cavalli, owner of Innovative Agro Industry (IAI) and the LR Group in Bogota, Colombia », Medium, septembre 2014, https://medium.com/@antiguanews/asot-michael-meets-with-mr-luis-vicente-cavalli-owner-of-innovative-agro-industry-iai-and-the-b61511617239. Pour des exemples des activités d'Isrex en Colombie, voir le document officiel de l'autorité judiciaire de la République de Colombie du 29 juillet 2015, à partir de la page 76 (https://www.ramajudicial.gov.co/documents/2216525/6629332/AEES_049.pdf/7dd8bf21-20b1-463f-8ee6-f1244b884d0e) [consulté le : 29 août 2022].
58. Voir : Roberto Peckham, « Israeli high-tech agriculture companies launch new initiatives in Antioquia », Medellin Herald, 20 novembre 2020, https://www.medellinherald.com/expcorn-2/companies/item/1068-israeli-high-tech-agriculture-companies-launch-new-initiatives-in-antioquia ; et « Israeli conglomerate set to invest $60M in Colombian Hass avocado production », Fresh Fruit Portal, 8 juin 2021, https://www.farmlandgrab.org/post/view/30339-israeli-conglomerate-set-to-invest-60m-in-colombian-hass-avocado-production. Le mouvement BDS a signalé les opérations d'autres entreprises israéliennes en Colombie (« Despojo: realidad compartida entre Palestina y Colombia », septembre 2017, http://www.congresodelospueblos.org/wp-content/uploads/2018/05/Informe-Agricola-BDS.pdf) [consulté le : 29 août 2022].
59. « After Israel's designation of human rights groups as "Terrorists," Biden should release Palestinian-Americans imprisoned over similar claims: Joint statement by US and international civil and human rights organizations and individuals », novembre 2021, https://www.hrw.org/news/2022/03/11/after-israels-designation-human-rights-groups-terrorists-biden-should-release ; UAWC, « UAWC rejects and condemns Israeli designations of six Palestinian NGOs », 28 octobre 2021, https://www.uawc-pal.org/news.php?n=3615005&lang=2 [consulté le : 29 août 2022].
60. Moayyad Bsharat, « The reality of using commercial seeds from the viewpoint of small-scale farmers in the Jordan Valley (Jericho and Tubas governorates) », thèse de maîtrise, Institut du développement durable, Université Al-Quds, 2020.
61. Moayyad Bsharat, « The reality of using commercial seeds from the viewpoint of small-scale farmers in the Jordan Valley (Jericho and Tubas governorates) », thèse de maîtrise, Institut du développement durable, Université Al-Quds, 2020.
62. D'autres grandes sociétés israéliennes qui opèrent dans le secteur laitier en Israël ne sont pas mentionnées dans le tableau : Tnuva, détenue par la société chinoise Bright Food Group Co. (contrôlée en dernier ressort par la Commission municipale de contrôle et d'administration des actifs de l'État de Shanghai) et Strauss Group, détenue par Michael Strauss Assets Ltd. (Israël, 57,1 %).
63. Voir : https://www.whoprofits.org/company/afimilk-agricultural-cooperative/ [consulté le : 29 août 2022].
64. Le fils de Moshe Wertheim, David Wertheim, contrôle aujourd'hui 63 % de CBC et gère l'entreprise, tandis que son frère Drorit possède le reste des actions (voir : Forbes, « David Wertheim profile », avril 2022, https://www.forbes.com/profile/david-wertheim/?sh=15256e142c32). La famille Wertheim contrôle également 20,5 % de l'une des plus grandes banques commerciales du pays, la Mizrahi Tefahot Bank, qui a été incluse dans la base de données de l'ONU sur les entreprises commerciales opérant dans les territoires occupés (voir : Who Profits, « Financing Land Grab The Direct Involvement of Israeli Banks in the Israeli Settlement Enterprise », 2017, https://www.whoprofits.org/report/financing-land-grab-the-direct-involvement-of-israeli-banks-in-the-israeli-settlement-enterprise/) [consulté le : 29 août 2022].
65. Al-Haq rapporte que la colonie d'Atarot a des conséquences dévastatrices sur les communautés palestiniennes et l'environnement (voir : Maha Abdallah, « Atarot Settlement: The Industrial Key in Israel's Plan to Permanently Erase Palestine », Al-Haq, juin 2020 : https://

www.alhaq.org/publications/16929.html ; et Who Profits, « The land of milk and money. The Israeli dairy industry and the occupation », juillet 2015, https://www.whoprofits.org/flash-report/the-land-of-milk-and-money-the-israeli-dairy-industry-and-the-occupation/) [consulté le : 29 août 2022].

66. Le groupe Syngenta est contrôlé par Sinochem Holdings (subordonné à la Commission de contrôle et d'administration des actifs de l'État chinois).

67. Adama Ltd. « Annual report 2021 », mars 2022, https://investors.adama.com/files/doc_financials/2021/q4/ADAMA-Ltd-2021-Annual-Report.pdf (p. 20). La liste complète des pays où Adama vend ses produits peut être consultée ici : https://www.adama.com/france/fr [consulté le : 29 août 2022]

68. Voir : https://www.whoprofits.org/company/adama/ [consulté le : 29 août 2022]

69. Le bureau thaïlandais est également chargé de la distribution au Japon, en Corée, au Vietnam, aux Philippines, en Malaisie, en Indonésie, au Myanmar, en Inde et au Sri Lanka ; le bureau sud-africain couvre à la fois le Zimbabwe, la Zambie et le Mozambique et le bureau brésilien distribue en Argentine, au Chili, en Uruguay, au Paraguay et en Bolivie (voir : https://www.haifa-group.com/haifa-world-wide) [consulté le : 29 août 2022].

70. Voir : https://www.whoprofits.org/company/haifa-chemicals-haifa-group [consulté le : 29 août 2022]

71. Les autres investisseurs d'ICL sont : Migdal Mutual Funds (6 %), Harel Insurance Investments & Financial Services (5 %), Vanguard Group (1,6 %), Meitav DASH Investments (1,4 %), Halman - Aldubi Provinent and Pension Funds (0,6 %).

72. Voir : https://www.whoprofits.org/company/israel-chemicals-icl-group/ [consulté le : 29 août 2022].

73. Voir : https://www.whoprofits.org/updates/netafim-from-facilitator-of-occupation-to-global-leader-in-sustainable-agriculture/ [consulté le : 29 août 2022].

74. Jain International Trading B.V., une filiale de Jain Irrigation, est sur le point de fusionner avec Rivulis pour réduire ses dettes et se recentrer sur le marché indien de l'irrigation (Deepak Korgaonkar, « Jain Irrigation to merge global biz Temasek-owned Rivulis ; stock zooms 17% », Business Standard, 23 juin 2022, https://www.business-standard.com/article/markets/jain-irrigation-to-merge-global-biz-temasek-owned-rivulis-stock-zooms-17-122062200250_1.html) [consulté le : 29 août 2022].

75. Voir : https://www.whoprofits.org/company/rivulis-irrigation/ [consulté le : 13 octobre 2022].

76. Moayyad Bsharat, « The reality of using commercial seeds from the viewpoint of small-scale farmers in the Jordan Valley (Jericho and Tubas governorates) », thèse de maîtrise, Institut du développement durable, Université Al-Quds, 2020.

77. La compagnie d'eau publique Mekorot n'est pas mentionnée dans le Tableau 1 car elle ne développe pas de projets agricoles dans les pays du Sud. Mais elle participe activement à l'apartheid de l'eau mis en place par Israël dans les Territoires palestiniens (voir : MA'AN Development Center, « Farming the forbidden lands. Israeli Land and resource annexation in Area C », 2014, https://www.maan-ctr.org//files/server/Publications/FactSheets/FFL.pdf ; Amnesty International, « The occupation of water », 29 novembre 2017, https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2017/11/the-occupation-of-water/; https://www.whoprofits.org; http://www.pengon.org/; et Stop The Wall, « #StopWaterApartheid Campaign », 10 février 2022, https://www.stopthewall.org/2022/03/14/stopwaterapartheid-campaign/) [consulté le : 29 août 2022].

78. Voir : https://www.whoprofits.org/company/tahal-group-international/ [consulté le : 29 août 2022].

GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité. GRAIN publie plusieurs rapports chaque année. Il s'agit de documents de recherche détaillés qui fournissent des informations générales et des analyses approfondies sur un sujet donné.

Retrouvez la collection complète des rapports de GRAIN sur notre site web : https://www.grain.org/fr

GRAIN
Casanova 118, escalera dcha. 1ºB, 08036 Barcelone, Espagne

Tél: +34 93 301 1381
Email: grain@grain.org